

La panne d'électricité géante en Espagne : guerres culturelles et démocratie énergétique :...

jeudi 22 mai 2025, par [AMÍROLA Rodrigo](#)

La « grande panne » qui a frappé la péninsule ibérique a davantage contribué à alimenter la polarisation politique qu'à repenser la question énergétique. Au lieu de favoriser un débat sérieux sur le type d'énergie souhaité, elle a donné lieu à une discussion entre les partisans des énergies renouvelables et ceux du nucléaire qui est venue s'inscrire dans les guerres culturelles actuelles.



Le 28 avril 2025, la péninsule ibérique a connu le « grand black-out », comme l'ont rapidement baptisé les médias – et certains ont même déjà demandé à l'intelligence artificielle quand le prochain aura lieu. On ne peut pas dire qu'un tel événement soit sans précédent. Dans notre monde globalisé, les coupures d'électricité massives qui se sont produites, par exemple, en 2003 dans le nord-est des États-Unis et en Ontario (Canada) et, de l'autre côté du globe, en Italie, sont encore trop fraîches dans la mémoire de beaucoup. Cependant, quelque chose a changé au cours de ces vingt dernières années. Nous nous sommes habitués à vivre dans une sorte d'exception permanente. Depuis l'effondrement du World Trade Center le 11 septembre 2001 – probablement le premier souvenir médiatique de la génération née vers 1990 –, la succession des événements historiques a été impressionnante : la chute de Lehman Brothers et du capitalisme financier international, la répétition de phénomènes météorologiques extrêmes liés à la crise climatique, comme Filomena ou les insupportables vagues de chaleur, l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en 2017, la pandémie de Covid-19 ou le retour de la guerre à grande échelle sur le sol européen...

Mais à quel moment précis la grande panne d'électricité est-elle devenue un événement de cette ampleur ? Au début, cela semblait être une panne plus ou moins localisée : une rue, un pâté de maisons, peut-être un quartier. Il a suffi de quelques minutes et de quelques conversations sur WhatsApp pour comprendre qu'il s'agissait de quelque chose d'une autre ampleur. À Madrid, Barcelone, Valence ou Séville, le courant était également coupé. À Lisbonne aussi. Les réseaux sociaux et certains médias ont rapporté que le problème électrique touchait même le sud de la France. Ce qui était au départ vécu comme une simple coupure domestique est soudainement devenu un phénomène collectif. Sans électricité et avec de nombreux téléphones portables à court de batterie, le pays tout entier s'est demandé s'il était entré dans une dimension inconnue. Cyberattaques, défaillances générales du système

électrique dues à une combinaison malheureuse du « mix énergétique », problèmes liés aux infrastructures de base : aucune hypothèse n'était écartée, tandis que les interprétations, les spéculations et les rumeurs circulaient sans discontinuer.

La panne géante qui a paralysé une grande partie de l'Espagne pendant plusieurs heures et donné lieu à des scènes difficilement imaginables a été vécue comme une expérience sociale étrange, à mi-chemin entre la perturbation de l'ordre quotidien et une catastrophe simulée. Il n'y a eu ni blessés, ni pillages, ni incidents notables, mais le simple fait que le système ait lâché a confronté des millions de personnes à une série de questions troublantes : que se passe-t-il si tout s'éteint ? Dans quelle mesure notre mode de vie dépend-il de l'électricité ? Que révèlent ces crises sur nous en tant que société ?

Comme pendant la pandémie, la crise a semblé avoir un pouvoir révélateur. Et ce pouvoir révélateur ne pouvait être univoque. Il n'était pas le même pour tout le monde. Comme cela s'est également produit lors de l'explosion du Covid-19, des façons de vivre – au pluriel – cette panne géante ont rapidement fait surface. Ce n'était pas la même chose si elle vous surprenait au travail ou à la maison ; ce n'était pas la même chose pour quelqu'un qui avait un proche sous respirateur dans une maison de retraite ou qui devait aller chercher ses enfants à l'école que pour quelqu'un qui n'avait personne à charge. Ce n'était pas la même chose pour ceux qui devaient prendre les transports publics ou pour ceux qui télétravaillaient depuis leur domicile avec une autoproduction d'énergie. Dans ce type d'événements, on a tendance à généraliser sa propre expérience comme étape préalable à la compréhension de sa vérité profonde. En ce sens, les médias, principalement basés à Madrid, ont rapporté que l'électricité avait été coupée pendant de nombreuses heures en Espagne, au Portugal et dans le sud de la France. En réalité, les conséquences ont été très variables en Espagne : par exemple, à Bilbao, la coupure a été à peine remarquée, tandis que Madrid s'est retrouvée plongée dans le noir. Cette tendance se retrouve également chez chacun d'entre nous : ce besoin de projeter ce que nous avons vécu comme une expérience universelle est-il la première étape pour transformer les crises en révélations ?

Entre fausses nouvelles, spéculations et bafouillages techno-scientifiques, la guerre culturelle avait éclaté. D'un côté, la gauche a interprété cet événement comme un fait sans précédent et malheureux – probablement imputable à un responsable extérieur –, qui a toutefois servi, en tout état de cause, de véritable démonstration de solidarité et de civisme : les voisins s'entraidaient, les propriétaires de commerces échangeaient leurs préoccupations et les moyens d'y faire face, les Espagnols faisaient preuve d'un comportement exemplaire face à la crise. De l'autre, la droite a vu dans cette panne géante la énième preuve que le « sanchisme » – comme elle qualifie le gouvernement de Pedro Sánchez, qu'elle considère littéralement comme un caudillo bolivarien – est en train de réduire l'Espagne à un pays en faillite, où plus aucun service public de base ne fonctionne : dans cette vision déconnectée de la réalité, mais pas de la sensibilité de nombreux partisans, le pays serait sur le point de « devenir le Venezuela », un symbole de l'effondrement. Tant la gauche que la droite y ont trouvé la confirmation de leurs discours habituels, utilisant cet événement comme une métaphore sur laquelle projeter leurs peurs et leurs angoisses.

Malgré les difficultés objectives pour comprendre les causes de la panne géante, compte tenu de la complexité du système, la plupart des experts ont d'abord pointé comme facteur clé la chute brutale de la fréquence du réseau électrique, un paramètre qui doit rester stable. En quelques mots : lorsque la fréquence varie de façon trop importante, c'est-à-dire lorsqu'il y a de très fortes oscillations, les protections automatiques du réseau se déclenchent pour éviter

des dysfonctionnements plus graves. La part croissante des énergies renouvelables (solaire et éolienne) dans le mix énergétique espagnol pourrait être à l'origine de ce problème, car elles ne permettent pas d'assurer l'inertie du système, qui sert à résister aux changements brusques de fréquence. Au contraire, les énergies qui apportent de l'inertie au système (à génération synchrone : charbon, gaz, nucléaire ou hydroélectrique) seraient en perte de vitesse ces dernières années. Jusqu'au quotidien conservateur britannique The Daily Telegraph qui a affirmé que, selon des sources bruxelloises, la panne était « une expérimentation contrôlée qui a mal tourné », allant jusqu'à la comparer à l'accident nucléaire de Tchernobyl et la qualifiant de « plus grave défaillance électrique dans un pays développé à l'époque moderne ».

Cependant, au-delà des consensus prématurés et précipités des experts, la vérité est que lors de sa comparution le 21 mai dernier devant le Congrès des députés, la vice-présidente et ministre de la Transition écologique, Sara Aagesen, a souligné que l'inertie du système restait dans les limites recommandées et a soutenu que les pertes de production enregistrées à Grenade, Badajoz ou Séville pouvaient être dues à une situation de surtension du réseau.

Comme nous sommes loin de pouvoir connaître clairement les causes techniques de la panne géante, le débat s'est inscrit dans le cadre de la guerre culturelle qui agite actuellement la politique espagnole. Très vite, les deux principaux partis, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti populaire (PP), ont orienté le débat public vers un axe apparemment plus facilement identifiable : les énergies renouvelables contre l'énergie nucléaire.

Au cours des dernières décennies, l'Espagne a été un pays où l'opinion publique était fondamentalement opposée à l'énergie nucléaire et où l'on était très conscient des risques élevés qu'elle comporte et du coût élevé de la gestion de ses déchets. Cependant, ces dernières années, on a assisté à une certaine recrudescence des discours pro-nucléaires, particulièrement visibles sur les réseaux sociaux, avec un fort soutien des lobbies et un impact important sur les jeunes générations. La droite, menée par Alberto Núñez Feijóo, n'a en tout cas pas tardé à brandir ce drapeau et à présenter la France, pays européen de l'énergie nucléaire par excellence, comme un exemple à suivre. Le diagnostic était posé d'avance : le problème venait de l'idéologie socialiste du gouvernement et de son pari sur une transition énergétique basée sur les énergies renouvelables. Le débat s'est caractérisé par le poids des positions partisans, des slogans préfabriqués et un manque de fondement scientifique et technique. La guerre culturelle a occulté l'essentiel : quelle est l'architecture du système électrique et comment est-il piloté ? Quel pouvoir les citoyens pourraient-ils avoir sur ce système ?

En réalité, plutôt que de révéler une vérité profonde de la société espagnole – si nous devons être fiers de notre espagnolité et de la manière dont nous faisons face aux crises, ou si nous sommes sur une pente qui nous mène inéluctablement à l'effondrement –, cela a mis en évidence, une fois de plus, une difficulté caractéristique des démocraties occidentales : l'incapacité à débattre de l'essentiel. On parle des technologies de production d'énergie ou de l'équilibre du mix énergétique, mais beaucoup moins des structures du pouvoir. La technique est devenue l'air même que nous respirons, un véritable fétiche, mais elle est abandonnée en tant qu'objet de délibération démocratique.

Il est surprenant qu'une partie importante de l'opinion publique espagnole s'en prenne au « sanchisme » et au « socialisme », exigeant la démission de Beatriz Corredor, présidente de REDEIA (Grupo Red Eléctrica), sans jamais mentionner que le système électrique espagnol fonctionne selon un modèle néolibéral depuis les années 1990. Avant la privatisation, il était

majoritairement contrôlé par l'État ou par des entreprises à capitaux mixtes, dans un modèle verticalement intégré où la production, le transport et la distribution étaient réalisées dans des entités à forte présence publique. Dans la mesure où l'électricité était considérée comme un bien essentiel, elle était organisée comme un monopole public, afin de garantir un accès contrôlé à l'approvisionnement électrique.

Depuis la loi sur le secteur électrique de 1997, avec le conservateur José María Aznar au gouvernement et le vent européen qui soufflait dans le sens de la libéralisation, une transformation structurelle a été introduite : les activités de production, de transport, de distribution et de commercialisation ont été séparées. Dans le but affiché de promouvoir l'efficacité, on a misé sur la concurrence entre les acteurs privés et sur une réduction du rôle de l'État dans le fonctionnement quotidien du système. Aujourd'hui, la production et la commercialisation sont entre les mains du privé, le transport est géré par Red Eléctrica Española (REE), une entreprise partiellement privatisée mais avec une participation publique minoritaire, et la distribution est dominée par de grands groupes privés tels qu'Endesa, Iberdrola ou Naturgy.

Même si cela semble tout à fait naturel aujourd'hui, ce n'était pas le cas hier et ce n'est pas le cas, avec différentes déclinaisons et nuances, dans d'autres pays de l'Union européenne. En France, par exemple, Électricité de France (EDF), l'entreprise publique historique, a été renationalisée en 2023. Bien que le système ait été partiellement libéralisé, l'État continue de dominer la production, une grande partie de la distribution et le transport. En Allemagne, les grandes entreprises électriques contrôlent une bonne partie du marché depuis les années 90, mais, dans le même temps, une tendance locale croissante à la remunicipalisation (Rekommunalisierung) se développe.

Il ne s'agit pas d'une question mineure, mais du premier pas vers une démocratie énergétique et la possibilité de décider de questions vitales telles que l'orientation et le rythme de la transition écologique. Avant de répondre à la question du mix énergétique dont nous avons besoin, il faudrait se demander combien d'énergie nous voulons et à quelles fins. Aujourd'hui, ces questions ne sont même pas posées, et les politiques énergétiques nous apparaissent comme une contrainte naturelle, la simple somme de millions de décisions individuelles, rationnelles et égoïstes prises en même temps. Aujourd'hui, alors que le néolibéralisme a démontré son échec face aux dernières crises et son incapacité à répondre aux besoins de larges couches de la société, il est plus important que jamais de dépasser les mythes et d'avancer des propositions.

La droite ne nous présente que des prophètes de l'apocalypse et de l'effondrement, dans un curieux alignement avec une partie de la gauche qui n'imagine que l'effondrement du capitalisme, de la planète et des institutions démocratiques comme destin de la dynamique sociale. Trop souvent, il y a plus de critiques que de pistes pour avancer vers le changement de modèle dont nous avons besoin en tant que société et en tant qu'espèce.

Mais nous avons vécu une autre expérience, profondément physique, lors de la grande panne d'électricité : le silence. Il ne s'agit peut-être pas tant d'attendre le prochain accident pour qu'il nous révèle qui nous sommes et prouver que nous avons raison, mais plutôt d'être capables de nous faire entendre dans l'entretemps. Le silence nous a encore une fois confrontés à la question de savoir ce qui se passe lorsque le système tombe en panne. Des représentations collectives ont refait surface – le peuple solidaire, l'État effondré, les politiciens corrompus, les techniciens indifférents –, mais nous n'avons pas été capables de

mettre sur la table ce qui n'est jamais discuté : qui conçoit et gère les réseaux électriques, selon quels critères et avec quels contrôles. En définitive, qui détient le pouvoir sur notre vie quotidienne. C'est pourquoi il est urgent de politiser l'invisible face au silence à venir, tandis que certains continuent de demander à l'intelligence artificielle quand cela se produira.

Rodrigo Amírola

P.-S.

Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de Deeplpro

<https://nuso.org/articulo/el-gran-apagon-y-las-guerras-culturales/>